

Evidemment, si le gouvernement canadien n'est pas satisfait de l'état actuel des relations bilatérales entre l'Egypte et le Canada, ceci tient essentiellement au fait qu'elles ne sont pas suffisamment développées. Au niveau politique, j'espère donc que les consultations entre nos deux gouvernements seront plus soutenues et couvriront un champ plus vaste. A ce propos, j'aimerais souligner que j'ai eu des discussions très utiles avec le Ministre des Affaires étrangères, M. Fahmy. A mon avis, elles devraient être suivies par des réunions fréquentes entre nos fonctionnaires. Dans la même veine, j'espère que M. Fahmy pourra prochainement venir à Ottawa nous rendre visite à la suite de l'invitation que je lui ai transmise et qu'il a acceptée. De plus, je crois que nous nous entendons généralement sur la nécessité de donner un nouvel élan aux relations égypto-canadiennes dans des domaines tels que le commerce, l'investissement, la coopération au développement économique et technique, et les affaires culturelles. Je devrais peut-être ajouter que, de notre côté, nous Canadiens avons depuis longtemps trop assimilé l'Egypte moderne au conflit qui a marqué l'histoire récente du Moyen-Orient. Heureusement, les derniers développements politiques dans cette région ainsi que l'évolution des perceptions dans nos deux pays nous aideront à franchir cet obstacle.

Le monde canadien des affaires est de plus en plus conscient du fait que l'économie égyptienne est au seuil d'une période de développement qui devrait fournir la base d'échanges commerciaux élargis entre nos deux pays. La ré-ouverture du Canal de Suez à la navigation, la restitution des champs pétrolifères du Sinai, la possibilité réelle de progrès en vue d'un règlement pacifique du conflit entre ce pays et un de ses voisins réduira le fardeau financier des dépenses militaires; tous ces facteurs devraient encourager les industries canadiennes à participer au développement économique de l'Egypte.

Deux des plus grandes banques canadiennes ont récemment ouvert des bureaux au Caire pour favoriser l'augmentation du commerce avec l'Egypte et des investissements dans ce pays. J'ai donné aux autorités égyptiennes l'assurance que le Gouvernement canadien s'emploiera par tous les moyens à accroître les échanges commerciaux, à mettre à la disposition des acheteurs égyptiens, à des conditions compétitives, des marchandises et des services en provenance du Canada, et à faciliter la participation de notre industrie au développement économique de l'Egypte.

Mais l'Egypte demeure un pays en voie de développement, exposé aux remous des marchés internationaux, cherchant à établir sa base industrielle et à étendre l'infrastructure de sa société afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de leur permettre de donner leur mesure. Le Gouvernement canadien estime que les Egyptiens bénéficieront considérablement des efforts multilatéraux qui tendent actuellement à améliorer le système économique mondial. Avec l'appui du peuple canadien, le Gouvernement canadien a constamment augmenté durant les dernières années son aide économique aux pays en voie de développement.